



**Conférence  
des Nations Unies  
sur le commerce  
et le développement**

Distr.  
GÉNÉRALE

TD/B(S-XXI)/3  
4 juin 2004

FRANÇAIS  
Original: ANGLAIS

---

CONSEIL DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT  
Vingt et unième session extraordinaire  
Genève, 14 mai 2004

**RAPPORT DU CONSEIL DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT  
SUR SA VINGT ET UNIÈME SESSION EXTRAORDINAIRE**

tenue au Palais des Nations, à Genève,  
le 14 mai 2004

**TABLE DES MATIÈRES**

<b>Chapitre</b>	<b>Page</b>
I. Préparation de fond de la onzième session de la Conférence .....	2
II. Questions diverses .....	4
III. Questions d'organisation .....	4

**Annexe**

Participation

## I. PRÉPARATION DE FOND DE LA ONZIÈME SESSION DE LA CONFÉRENCE

### Rapport du Comité préparatoire

1. Le **Président du Conseil**, s'exprimant en sa qualité de **Président du Comité préparatoire**, a présenté les travaux du Comité et leurs résultats, à savoir le projet de texte négocié pour la onzième session de la Conférence (TD(XI)/PC/CRP.7 et Add.1). Après avoir entendu des exposés du Représentant permanent de l'Inde sur le thème principal et les thèmes subsidiaires 1, 2 et 4 et du Représentant permanent des Philippines sur le thème subsidiaire 3, le Comité préparatoire avait approuvé *ad referendum* le document TD(XI)/PC/CRP.7, avec quelques amendements. Le Président a informé le Conseil qu'il appellerait l'attention du Comité plénier de la onzième session de la Conférence sur les préoccupations du Paraguay, qui s'était exprimé au nom des pays sans littoral, concernant le paragraphe 33 du document. Il a également demandé aux délégations de réfléchir au titre à donner au texte, par exemple Consensus ou Accord de São Paulo.

#### *Décision du Conseil*

2. Le Conseil a décidé de transmettre à la Conférence le projet de texte négocié (TD(XI)/PC/CRP.7)<sup>1</sup>. Concernant l'annexe sur les multipartenariats (TD(XI)/PC/CRP.7/Add.1)<sup>2</sup>, il a demandé au secrétariat d'actualiser le document en consultation avec les délégations intéressées et de soumettre la version finale à la Conférence. Il a également demandé à la Conférence de prendre note des multipartenariats lancés à cette occasion et d'annexer le texte correspondant à la version finale du texte négocié.

3. Le Conseil a demandé au Président du Conseil d'user de ses bons offices pour tenter de réaliser de nouveaux progrès sur le projet de texte négocié avant la Conférence, d'inviter toutes les parties intéressées à participer aux discussions nécessaires et de rendre compte au Comité plénier des progrès accomplis.

#### *Déclarations*

4. Le représentant de la **Jamaïque**, parlant au nom du **Groupe des 77 et de la Chine**, a dit que le Comité préparatoire avait raison d'être pleinement satisfait de son travail. Il restait toutefois à surmonter quelques difficultés d'autant plus grandes que les paragraphes en suspens traitaient de questions qui, pour le Groupe des 77 et la Chine, détermineraient la nature des résultats de la Conférence, s'agissant notamment de la marge d'action des gouvernements, des questions institutionnelles, de la responsabilité des entreprises et de la gouvernance. La flexibilité de son groupe avait été mise à l'épreuve sur des questions intersectorielles telles que la mondialisation et le rôle de l'État, ainsi que sur de nombreux points spécifiques. Les questions sur lesquelles il restait à s'entendre étaient d'une importance cruciale pour le développement du point de vue de son groupe et étaient décisives pour le rôle institutionnel et

---

<sup>1</sup> Publié ultérieurement sous la cote TD/L.368.

<sup>2</sup> Publié ultérieurement sous la cote TD/L.368/Add.1.

le mandat de la CNUCED. Elles devaient être réglées de telle sorte que la CNUCED puisse fonctionner de manière indépendante, efficace et équilibrée dans le cadre des trois grands volets de son mandat. Tout autre résultat ne serait pas acceptable. Le Groupe des 77 et la Chine jugeaient également important de joindre au texte négocié les annexes pertinentes relatives au thème subsidiaire n° 4.

5. Les consultations officieuses avant la Conférence sur les questions en suspens devraient être pleinement transparentes et porter sur tous les points non résolus; tout accord devrait être communiqué à la Conférence à sa onzième session pour examen par tous les membres.

6. Le Groupe des 77 et la Chine avaient omis de soulever deux points, qui supposaient des ajouts aux paragraphes existants afin de prévoir des activités d'assistance technique dans deux domaines; ces points seraient débattus en temps opportun. Ils avaient également l'intention de poursuivre l'examen de la question des mécanismes financiers novateurs dans l'espoir de parvenir à un texte acceptable.

7. Le représentant de la **République islamique d'Iran**, s'exprimant au nom du **Groupe asiatique et de la Chine**, a dit que le texte transmis à la Conférence revêtait une importance particulière, car il déterminerait l'orientation des travaux de la CNUCED pour les quatre prochaines années. Un consensus n'était possible au niveau multilatéral que s'il était tenu compte de toutes les grandes préoccupations et des principaux intérêts, et si toutes les parties faisaient preuve d'une certaine flexibilité sur le fond et sur la forme. La Conférence aurait à régler des questions en suspens importantes, notamment la marge d'action des gouvernements, la gouvernance, la contribution de la CNUCED au processus de réforme de l'ONU et au suivi des grandes conférences des Nations Unies, la collaboration interinstitutions et les mesures coercitives unilatérales. Il fallait souhaiter que l'on trouve de nouveaux éléments pour élaborer un document qui donne une image réaliste des résultats des négociations commerciales internationales et des discussions sur la mondialisation, tout en tenant compte des besoins en matière de développement des pays en développement.

8. Le représentant du **Paraguay**, s'exprimant au nom des pays en développement sans littoral, a dit que ces pays comptaient parmi les pays les plus pauvres du monde. L'Assemblée générale avait demandé l'application effective du Programme d'action d'Almaty intitulé «Partenariats conçus pour répondre aux besoins particuliers des pays en développement sans littoral et créer un nouveau cadre mondial pour la coopération en matière de transport en transit entre les pays en développement sans littoral et de transit», et il était important que la CNUCED contribue à son application.

9. Le représentant du **Sénégal**, parlant au nom du **Groupe africain**, a dit qu'il fallait trouver un accord sur un paragraphe bien formulé concernant la dette.

10. Le représentant de l'**Algérie** a dit que le thème principal de la Conférence devait apparaître sur la première page du texte négocié.

## II. QUESTIONS DIVERSES

### **Certificat d'origine du Système généralisé de préférences**

#### *Décision du Conseil*

11. Le Conseil a approuvé les modifications proposées au certificat d'origine SGP (formule A) figurant dans le document TD/B(S-XXI)/2.

### **Cadre stratégique pour l'exercice biennal 2006-2007**

#### *Décision du Conseil*

12. Ayant été informé que le cadre stratégique pour l'exercice biennal 2006-2007 devait être examiné par le Groupe de travail du plan à moyen terme et du budget-programme avant la Conférence afin de respecter le délai de soumission du cadre stratégique au Comité du programme et de la coordination, le Conseil a décidé qu'un projet de cadre stratégique serait mis à la disposition des délégations d'ici le 19 mai, que des consultations officieuses se tiendraient la semaine suivante et que le Groupe de travail se réunirait officiellement fin mai ou début juin pour approuver le texte, qui serait transmis au Comité du programme et de la coordination après l'adoption du texte négocié par la Conférence à sa onzième session.

## III. QUESTIONS D'ORGANISATION

### **Adoption de l'ordre du jour**

13. Le Conseil a adopté l'ordre du jour provisoire de la session publié sous la cote TD/B(S-XXI)/1; l'ordre du jour se lisait donc comme suit:

1. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux de la session.
2. Organisation des travaux de la onzième session de la Conférence:
  - a) Tirage au sort du nom du pays à partir duquel sera établi l'ordre des sièges des délégations à la onzième session de la Conférence;
  - b) Questions d'organisation en suspens.
3. Préparation de fond de la onzième session de la Conférence
  - Rapport du Comité préparatoire.
4. Questions institutionnelles, questions d'organisation, questions administratives et questions connexes:
  - a) Préparation de l'examen par la Conférence, à sa onzième session, des listes d'États figurant dans l'annexe de la résolution 1995 (XIX) de l'Assemblée générale;

- b) Désignation d'organismes intergouvernementaux aux fins de l'article 76 du règlement intérieur du Conseil;
  - c) Désignation et classement d'organisations non gouvernementales aux fins de l'article 77 du règlement intérieur du Conseil;
  - d) Calendrier provisoire des réunions pour le reste de l'année 2004 et projet de calendrier des réunions pour 2005.
5. Questions diverses.
6. Adoption du rapport du Conseil.

**Tirage au sort du nom du pays à partir duquel sera établi l'ordre des sièges des délégations à la onzième session de la Conférence**

14. Conformément à l'usage, il a été procédé à un tirage au sort; la Trinité-et-Tobago ouvrira l'ordre alphabétique pour le placement des délégations à la onzième session de la Conférence.

**Calendrier provisoire des réunions pour le reste de l'année 2004 et projet de calendrier des réunions pour 2005**

15. Le Conseil a adopté le projet de calendrier des réunions pour le reste de l'année 2004 et une partie de 2005 (TD/B(S-XXI)/CRP.1)<sup>3</sup>.

**Adoption du rapport du Conseil**

16. Le Conseil a autorisé le Rapporteur à établir, sous l'autorité du Président, le rapport sur sa vingt et unième session extraordinaire.

---

<sup>3</sup> Publié ultérieurement sous la cote TD/B/INF.201.

## Annexe

### PARTICIPATION<sup>4</sup>

1. Des représentants des États membres de la CNUCED ci-après ont participé à la session:

Afrique du Sud	Indonésie
Algérie	Iran (République islamique d')
Allemagne	Islande
Angola	Israël
Arabie saoudite	Italie
Argentine	Jamahiriya arabe libyenne
Australie	Japon
Bahreïn	Jordanie
Bangladesh	Kenya
Bélarus	Koweït
Belgique	Lettonie
Bénin	Liban
Bhoutan	Lituanie
Bolivie	Luxembourg
Botswana	Madagascar
Brésil	Malaisie
Bulgarie	Malte
Cameroun	Maurice
Canada	Mauritanie
Chine	Mexique
Côte d'Ivoire	Mongolie
Croatie	Mozambique
Cuba	Myanmar
Danemark	Népal
Égypte	Nicaragua
El Salvador	Nigéria
Équateur	Nouvelle-Zélande
Espagne	Oman
États-Unis d'Amérique	Ouganda
Éthiopie	Pakistan
Fédération de Russie	Panama
Finlande	Paraguay
France	Pays-Bas
Gabon	Pérou
Grèce	Philippines
Honduras	Pologne
Hongrie	Portugal
Inde	République arabe syrienne

---

<sup>4</sup> Pour la liste des participants, voir TD/B(S-XXI)/INF.1.

République de Corée  
République de Moldova  
République dominicaine  
République tchèque  
République-Unie de Tanzanie  
Roumanie  
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et  
d'Irlande du Nord  
Sénégal  
Singapour  
Slovaquie  
Slovénie

Soudan  
Sri Lanka  
Suisse  
Thaïlande  
Trinité-et-Tobago  
Tunisie  
Uruguay  
Venezuela  
Yémen  
Zambie  
Zimbabwe

*Observateurs*

Bosnie-Herzégovine  
Brunéi Darussalam  
Cambodge  
Kazakhstan  
Saint-Siège.

2. Les organismes intergouvernementaux ci-après étaient représentés à la session:

Commission européenne  
Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique  
Fonds commun pour les produits de base  
Organisation internationale de la francophonie  
Union africaine.

-----